

Le 17 février 2006

LIBERIA

POINT DE SITUATION POLITIQUE

L'année 2006 sera décisive pour l'avenir du Liberia. En effet, **Ellen Johnson-Sirleaf**, après trois décennies d'opposition, est désormais confrontée aux réalités sociales et politiques de son pays. L'ampleur de la tâche sera d'autant plus grande que la situation **économique est désastreuse et que les attentes de la population ont été ravivées** suite à des promesses de campagne articulées autour d'un **discours populiste et exagérément ambitieux**.

1. UNE POLITIQUE D'OUVERTURE SANS MAJORITE PARLEMENTAIRE

Le nouveau chef de l'Etat libérien est contraint de composer avec un **pouvoir législatif très largement défavorable** à sa formation politique l'**Unity Party (UP)**. Afin d'assurer le succès de son action gouvernementale avec les membres des deux Chambres, Mme Johnson-Sirleaf a engagé une **politique d'ouverture nationale**.

En dépit de la crise interne provoquée par la perte du soutien de plusieurs personnalités et formations politiques ralliées entre les deux tours, les députés du **Congress for Democratic Change (CDC)** de **George Weah**, groupe majoritaire à la Chambre basse, se sont engagés à jouer le jeu démocratique d'une opposition constructive.

Dans ce contexte, la Présidence doit également composer avec les présidents nouvellement élus du Parlement au sein duquel l'UP n'a que huit députés sur 64 à la Chambre basse et trois sénateurs sur 30 à la Chambre haute.

Le président du Sénat, **Isaac Nyenabo** élu du comté du Grand Gedeh (au sud-est du pays, d'ethnie krahn, où M. Weah a emporté près de 98 % des suffrages), fait vœu d'œuvrer à la réconciliation nationale, notamment entre son comté et celui du Nimba (à l'est du pays, d'ethnies gio et mano).

Le président de l'Assemblée nationale, **Edwin Snowe**, élu indépendant proche de **Charles Taylor** qui a soutenu le candidat Weah, ne manifeste, quant à lui, aucune complaisance à l'égard de la présidente.

Dans ce contexte, la candidate de l'UP doit désormais **affronter la rancœur des membres de son parti politique**, qui critiquent la lenteur de la mise en place du nouveau gouvernement et surtout le fait que très peu d'entre eux sont appelés à y participer.

De fait, les personnalités nommées, à la fin du mois de janvier 2006, au sein de l'**exécutif libérien** sont issus majoritairement :

- des **proches** de la présidente, à l'instar du fils de cette dernière, **Fombah Sirleaf**, qui occupe les fonctions de directeur des services libériens de renseignement, la **National Security Agency (NSA)** ;
- des **américolibériens** en exil aux Etats-Unis depuis le début des années 80, à la suite de la prise de pouvoir du premier président d'origine autochtone, **Samuel Doe** ;
- des quadragénaires ayant servi au sein du gouvernement intérimaire (1990-1994) de **Amos Sawyer**. Ce dernier, actuellement **l'un des plus proches collaborateurs** du chef de l'Etat, vient d'être nommé président de la Commission pour la bonne gouvernance ;
- des cadres issus d'autres partis ayant soutenu Mme Johnson-Sirleaf entre les deux tours du scrutin.

Se sentant lésés, les hiérarques de l'UP étaient allés jusqu'à envisager la **possibilité d'exclure du parti** Mme Johnson-Sirleaf au cours de leur assemblée générale qui devait se tenir le 26 ou le 27 janvier dernier, si elle ne nommait pas plus de cadres du mouvement à des fonctions ministérielles.

Par ailleurs, Mme Johnson-Sirleaf a **paradoxalement bénéficié**¹ du soutien de proches de l'ancien président en exil au Nigeria, **Charles Taylor**, ce qui a provoqué des **dissensions** entre les membres du clan de ce dernier. Aujourd'hui, seule l'épouse de l'ancien chef de l'Etat semble lui avoir **conservé son appui politique**.

A l'instar du clan Taylor, les dignitaires du **Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD)** sont divisés entre ceux emmenés par **Aïsha Conneh**², qui a soutenu financièrement la campagne de Mme Johnson-Sirleaf, et ceux qui revendiquent l'autonomie politique du mouvement.

¹ Pendant sa campagne électorale, Mme Johnson-Sirleaf a argué de l'impérieuse nécessité de juger le président en exil Charles Taylor alors qu'elle avait reçu le soutien de Cyril Allen, ancien président du National Patriotic Party (NPP), de Reginald Goodridge, ancien ministre de l'Information et de Mme Jewel Howard Taylor, ancienne première dame du pays.

² Epouse de Sekou Conneh, ancien chef marginalisé du LURD, Mme Conneh, surnommée Iron Lady par les anciens combattants du LURD, fait preuve d'une allégeance notoire envers Conakry.

Sur le plan sécuritaire, le chef de l'exécutif libérien considère que son gouvernement pourra compter sur la **présence des casques bleus de la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL)** pendant plusieurs années, afin de **pallier l'absence des forces armées nationales**, ces dernières étant actuellement en pleine restructuration³.

2. FORTE INCLINATION PRO-AMERICAINE DE LA POLITIQUE ETRANGERE LIBERIENNE

Lors de la cérémonie d'investiture de Mme Johnson-Sirleaf, le 16 janvier 2006, les observateurs politiques libériens n'ont pas manqué de relever dans son premier discours officiel l'**attention particulière octroyée aux Etats-unis**.

La présence continue de membres des **services américains** dans l'entourage de la présidente **contrarie une population** qui n'admet pas que la protection du chef de l'Etat soit assurée, pour la première fois dans l'histoire du pays, par des étrangers.

En outre, Mme Johnson-Sirleaf a nommé un **ancien officier général américain comme conseiller spécial** pour les forces armées et les affaires militaires.

Le **Special Security Service (SSS)**, en particulier, interprète cette présence comme un **manque de confiance** à son égard. En outre, les officiers **nigériens**, dépêchés par Abuja pour la protection de Mme Johnson-Sirleaf avant son investiture, sont particulièrement amers d'avoir été subitement écartés de son entourage et réaffectés à la garde du vice-président. Enfin, les Ghanéens comprennent difficilement que les gardes du corps libériens, dont ils ont assuré la formation, aient été écartés

Enfin sur le **plan diplomatique**, Mme Sirleaf, dont les démarches sont empreintes de **pragmatisme**, ne manque pas de souligner que la qualité des relations avec ses pairs de la sous-région est un gage indispensable au rétablissement de son pays. Elle semble accorder, par ailleurs, une grande importance aux relations avec l'Europe et la France en particulier afin de diversifier les partenaires économiques du pays.

3. UN CHALLENGE ECONOMIQUE ET SOCIAL DIFFICILE

Les déclarations de la présidente assurant ses compatriotes d'un rétablissement garanti, sous six mois, des **infrastructures de première nécessité** (assainissement, eau courante et électricité) constituent à la fois un formidable challenge économique et un **risque de troubles** face aux attentes d'une population extrêmement démunie.

³ Au vu de la faiblesse des montants financiers alloués au programme de la réforme des forces armées du Liberia, les Etats-Unis ont établi, en concertation avec les autorités transitoires de Monrovia et les représentants de la MINUL, un format réduit des forces, d'environ 2 500 soldats toutes armes confondues (contre 13 000 hommes, hors milices, en 2003).

Dans le **domaine économique**, Mme Jonhson-Sirleaf s'est engagée à respecter les dispositions prévues par l'**Economic Government Action Plan (EGAP)**. Ces mesures sont impératives car Monrovia a besoin d'obtenir la **levée rapide des sanctions** économiques imposées dans les domaines de l'exploitation minière et de la production sylvicole.

Dans ce cadre, elle compte sur le **soutien appuyé** de Washington pour influencer les membres du Conseil de sécurité des Nations unies afin de préparer un terrain économique favorable aux entreprises en provenance des **Etats-Unis**, où la diaspora américo-libérienne est très présente. Elle **n'entend pas pour autant limiter l'accès des opérateurs européens**.

Sur le **plan social**, Ellen Jonhson-Sirleaf souhaite désormais parvenir à éliminer durablement les **oppositions ethniques** nées de la guerre civile. Cependant, les antagonismes ravivés pendant la campagne électorale entre les populations du Nord et du Sud, les **fortes dissensions au sein du LURD** et l'**ambiguïté entretenue sur le cas de Charles Taylor** sont autant de facteurs d'insécurité.

-fin-